

UE : les 27 donnent du temps à l'Irlande et poursuivent leurs discussions

LUXEMBOURG (AFP) - Les pays de l'UE ont accepté lundi de donner du temps aux Irlandais pour analyser le rejet du traité de Lisbonne, même s'ils veulent continuer la ratification du texte censé rendre l'UE plus efficace dans les huit autres pays où il doit encore être approuvé.Évènement



Les ministres français Bernard Kouchner et irlandais Michael Martin le 16 juin 2008 à Luxembourg (© AFP - John Thys)

La réunion des ministres européens des Affaires étrangères, avec des Conférences d'adhésion UE-Croatie et UE-Turquie pour faire le point sur les négociations d'adhésion avec ces pays se poursuit ce mardi à Luxembourg.

"Il ne faut pas aller trop vite en besogne", a déclaré le ministre slovène des Affaires étrangères, Dimitrij Rupel, dont le pays préside l'UE, à l'issue d'une réunion lundi avec ses homologues européens à Luxembourg. "Nous devons d'abord donner du temps aux Irlandais pour qu'ils comprennent les raisons de ce non et pour qu'ils nous offrent un certain nombre d'explications", a renchéri le ministre français Bernard Kouchner. "C'est un accident de parcours, une déception", mais "ça n'est pas un drame, pas un tremblement de terre", a-t-il ajouté.

Les 27 ont réaffirmé lundi leur volonté de poursuivre le processus de ratification dans les huit autres pays n'ayant pas encore approuvé le traité, selon plusieurs ministres.

Une volonté également affichée par la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre polonais Donald Tusk.

"Le processus de ratification devrait progresser là où il n'a pas encore été achevé", a déclaré M. Tusk lors d'un point presse avec Mme Merkel à Gdansk (Pologne). "Nous avons besoin du traité de Lisbonne pour que l'Union européenne puisse travailler et qu'elle puisse s'élargir", a ajouté Mme Merkel.

Le ministre irlandais Micheal Martin, présent à Luxembourg, a lui précisé n'avoir donné "aucune date" à laquelle les Irlandais pourraient prendre une décision concernant le traité. "Nous avons souligné que le vote irlandais doit être respecté", a-t-il déclaré.

Tout le monde est d'accord, selon le ministre allemand Frank-Walter Steinmeier, pour "ne pas trop attendre du sommet qui se tiendra à Bruxelles jeudi et vendredi, même si le Premier ministre irlandais Brian Cowen y a été invité à présenter son analyse du vote irlandais et à proposer d'éventuelles solutions.

M. Kouchner a même jugé "impossible de dire maintenant" si une solution pourrait être trouvée avant la fin de la prochaine présidence française de l'UE, le 31 décembre. "Ne nous précipitons pas pour porter des jugements qui seraient déplacés, surtout de la part de la France", pays qui a rejeté par référendum la Constitution européenne en 2005, plongeant l'Europe dans une profonde crise institutionnelle.

Le président français Nicolas Sarkozy, depuis Prague où il rencontrait des dirigeants tchèques, hongrois, slovaque et polonais, a lui aussi appelé à conserver "calme et sang froid", et évité de presser les Tchèques à une ratification qui s'annonce difficile, en raison notamment de l'approbation nécessaire par la Cour constitutionnelle. "La France qui a dit "non" en 2005 peut comprendre que nos amis tchèques ont besoin de temps pour discuter et ce temps il faut le leur donner, personne ne doit se sentir acculé", a-t-il déclaré.

En attendant qu'une solution se dessine, les ministres se sont dits déterminés à résorber un peu le fossé maintes fois déploré entre eurocrates et citoyens européens, en répondant à leurs préoccupations.

Ainsi, les trois pays qui doivent se succéder à la tête de l'UE d'ici fin 2009 - France, République tchèque et Suède - ont promis lundi à Luxembourg qu'ils allaient s'efforcer de "répondre aux problèmes concrets" des citoyens. Dès le sommet de cette semaine, les responsables devraient montrer leur bonne volonté en plaidant pour des aides aux catégories les plus touchées par la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires.

La commissaire européenne chargée de la Communication, Margaret Wallström, a elle confirmé un prochain sondage européen sur les raisons du non.

Le portail de l'Union Européenne